



Direction générale
des immeubles et
du patrimoine - DGIP

Direction de l'archéologie
et du patrimoine - DAP /
Monuments et sites

Place de la Riponne 10
1014 Lausanne

REÇU 06 03 2024

Bunq architectes
Monsieur Laurent Gaille
Rue St-Jean 32
1260 Nyon

Division monuments et sites
Réf. : MS3/Nyon/ECA672/LBI
Réf. à mentionner dans tous les échanges

Lausanne, le 1er mars 2024

**Nyon - ECA 672 - parc. 176 – Hôtel de ville (ancienne dépendance du château) –
Réaménagement du rez-de-chaussée - Examen préalable**

Monsieur,

La Direction générale des immeubles et du patrimoine, Division monuments et sites (DGIP-MS) a bien reçu votre demande du 1^{er} février 2024 et compléments du 29 février et vous transmet ci-après son examen préalable :

Version des plans : 24.01.2024

Bases légales :

Objet ECA 672 (partie Est) :

Façades et toiture : classé monument historique au sens des art. 25 à 38 LPrPCI

Toutes les parties non classées : inscrit à l'inventaire au sens des art. 15 à 24 LPrPCI

Référence texte de loi : prestations.vd.ch/pub/blv-publication/accueil

Valeur patrimoniale :

Recensement architectural :

Objet ECA 672 : note 1

Informations complémentaires :

www.recensementarchitectural.vd.ch

www.vd.ch/themes/territoire-et-construction/monuments-et-sites/

Inventaire des sites construits d'importance nationale à protéger en Suisse (ISOS) :

Périmètre : 1

Catégorie d'inventaire : A

Objectif de sauvegarde : A

Informations complémentaires :

<https://www.bak.admin.ch/bak/fr/home/baukultur/isos-und-ortsbildschutz.html>

Bref historique ou éléments remarquables :

Cf. P.A. TROILLET, *"Nyon au 18^e siècle. Morphologie et évolution urbaines"* in Les villes de la région lémanique, 1993 et G. HELLER, Ecole de Centre-ville, rapport historique, 1991 : constituait une partie des dépendances du château. Le n° 3 de la Place du château était à l'origine un grenier, reconstruit et agrandi en 1706 d'après les plans de Devaud et Damond, sans doute architectes amateurs. Le bâtiment est acheté en 1804 par la Commune. Il constitue alors le second bâtiment de la ville abritant des salles d'écoles. En 1818, l'école est réorganisée avec deux classes mixtes selon la méthode du pédagogue Lancaster.

Les occupations ont là aussi marqué la typologie du rez-de-chaussée, percé de trois grandes ouvertures à arc en plein cintre. Les étages d'inspiration classique à la française sont percés par trois travées de baies rectangulaires.

Les derniers travaux de réaménagement effectués dans la salle de la Bretèche furent réalisés entre 1992 et 1993 avec la création de la salle de conférence actuelle. La cafétéria du 1^{er} étage, ainsi que la salle d'informatique du 2^e ont été réalisées lors des travaux de réaménagement de la Pl. du Château 3 entre 2009 et 2011.

Suivi de la demande :

La DGIP-MS a procédé à une visite de l'objet cité en titre le 13 janvier 2022 et en novembre 2023. Un examen préliminaire avait été rendu le 11.02.2022.

Examen préalable

Projet de la commune de Nyon d'un changement d'affectation pour la création d'un café, (sans cuisine professionnelle, selon le modèle de la cafétéria à l'étage supérieur).

Le projet a tenu compte des principes directifs émis par la DGIP-MS et elle vous remercie.

Intérieur :

- Compte tenu que l'intérieur a été fortement transformé dans les années 2000, les aménagements intérieurs prévus ne sont pas de nature à porter atteinte au bâtiment protégé
- Une coupe sera jointe dans le dossier d'enquête, afin de voir si les faux-plafonds ou sols sont concernés par les travaux (ils sont les deux récents)
- Un dossier photo de l'intérieur sera aussi joint aux documents d'enquête

Extérieur :

- Aucune modification (installation technique ou autre) ne sera admise en façade ni en toiture, classés monument historique ;
- Les menuiseries extérieures qui datent de la dernière transformation sont aussi prévues d'être remplacées. Le matériau prévu est le bois pour les cadres et le claustra qui vient dissimuler les vitrages et qui permet de maîtriser l'ensoleillement. Ceci est cohérent avec l'histoire du lieu, dont les locaux étaient très probablement pourvus de fermetures en bois pour le stockage des denrées alimentaires ou autres.
- Les détails d'exécution seront précisés.

Conclusion :

L'avant-projet modifié selon les demandes susmentionnées pourra faire l'objet d'une autorisation de la DGIP-MS lors de la demande de permis. Toute autre modification devra être soumise pour examen préalable complémentaire auprès de la DGIP-MS.

Les déterminations de l'autorité communale et des éventuelles autres autorités cantonales concernées demeurent réservées.

Nous vous prions d'agréer, Monsieur, nos meilleures salutations.

Direction générale des immeubles et du patrimoine



Michel Staffoni
Directeur général

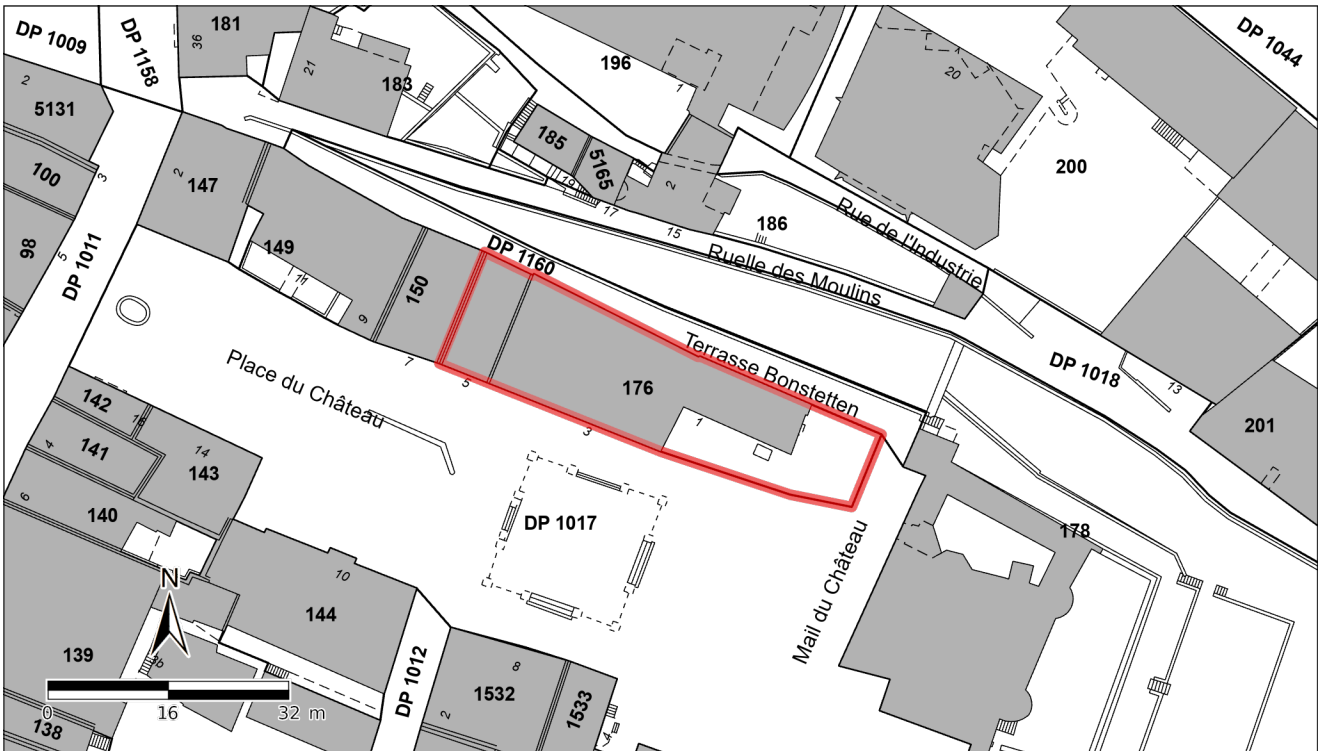


Alberto Corbella
Conservateur cantonal des
monuments et sites

Copie

- Ville de Nyon, Service d'architecture, Place du château 10 CP 1112, 1260 Nyon

Extrait du cadastre des restrictions de droit public à la propriété foncière (cadastre RDPPF)



No de l'immeuble	176
Type d'immeuble	Bien-fonds
E-GRID	CH714544838168
Commune (No OFS)	Nyon (5724)
Surface	789 m ²
Etat de la mensuration officielle	19.02.2024

Identifiant de l'extrait	7024-053A-3640-434-246-176
Date de création de l'extrait	26.02.2024
Organisme responsable du cadastre	Direction du cadastre et de la géoinformation (DCG) Avenue de l'université 5 1014 Lausanne https://www.vd.ch/dcg

Sommaire des thèmes RDPPF

Restrictions de droit public à la propriété foncière qui touchent l'immeuble 176 de Nyon

Page

3	Plans d'affectation (cantonaux/communaux): Affectations primaires
5	Plans d'affectation (cantonaux/communaux): Périmètres des plans en vigueur
7	Limites des constructions des routes communales et cantonales: Limites des constructions définies par un plan approuvé
8	Limites des constructions des routes communales et cantonales: Information supplémentaire selon art. 36 LRou
9	Degré de sensibilité au bruit (dans les zones d'affectation)

Restrictions de droit public à la propriété foncière qui ne touchent pas l'immeuble

Zones réservées
Zones réservées des routes nationales
Alignements des routes nationales
Zones réservées des installations ferroviaires
Alignements des installations ferroviaires
Zones réservées des installations aéroportuaires
Alignements des installations aéroportuaires
Plan de la zone de sécurité
Cadastre des sites pollués
Cadastre des sites pollués - domaine militaire
Cadastre des sites pollués - domaine des aérodromes civils
Cadastre des sites pollués - domaine des transports publics
Zones de protection des eaux souterraines
Périmètres de protection des eaux souterraines
Limites forestières statiques
Distances par rapport à la forêt
Réserves forestières
Zones réservées des lignes d'une tension nominale égale ou supérieure à 220 kV
Alignements des installations électriques à courant fort

Restrictions de droit public à la propriété foncière pour lesquelles aucune donnée n'est disponible

Espace réservé aux eaux

Informations générales

Le contenu du cadastre RDPPF est supposé connu. Le canton de Vaud n'engage pas sa responsabilité sur l'exactitude ou la fiabilité des documents législatifs dans leur version électronique. L'extrait a un caractère informatif et ne crée aucun droit ou obligation. La primauté va aux documents qui ont été légalement adoptés ou publiés.

Vous trouverez d'autres informations sur le cadastre RDPPF sous:

<https://www.cadastre.ch> ou <https://www.vd.ch/index.php?id=2011330>

Restrictions de propriété dans le registre foncier

Il est possible que des restrictions de propriété fassent l'objet d'une mention au registre foncier, en plus des indications figurant sur cet extrait.

Clause de non-responsabilité du cadastre des sites pollués (CSP)

Le cadastre des sites pollués (CSP) est établi d'après les critères émis par l'Office fédéral de l'environnement OFEV. Il est mis à jour continuellement sur la base des nouvelles connaissances (investigations). Les surfaces des sites indiqués dans le cadastre des sites pollués peut ne pas correspondre à la surface effectivement polluée. Cela ne signifie pas que tout terrain non inscrit au cadastre ne soit pas pollué et libre de tout déchet et pollution. Les zones utilisées à des fins de transports publics, militaire et aéronautique sont de la responsabilité de la Confédération. Pour de plus amples informations, veuillez vous adresser à la direction de l'environnement industriel, urbain et rural (DGE-DIREV) pour les sites contaminés ou à la direction des ressources et du patrimoine naturels (DGE-DIRNA) pour les décharges.

Lien et contacts:

<https://www.vd.ch/toutes-les-autorites/departements/departement-du-territoire-et-de-lenvironnement-dte/direction-generale-de-lenvironnement-dge/responsables-par-domaine/responsables-sites-pollues/>

Plans d'affectation (cantonaux/communaux): Affectations primaires

En vigueur



	Type	Type Part	Part en %
Légende des objets touchés	Zone centrale 15 LAT (Zone centrale 15 LAT)	789 m ²	100.0%
Autre légende (visible dans le cadre du plan)	Zone de desserte 15 LAT		
	Zone de verdure 15 LAT		

Dispositions juridiques	Règlement Plan d'affectation "De La Vieille Ville" (11.07.2022): https://www.rdppf.vd.ch/Documents/AMENAGEMENT/5724_175355_R01.pdf Plan d'affectation "De La Vieille Ville" (11.07.2022): https://www.rdppf.vd.ch/Documents/AMENAGEMENT/5724_175355_P01.pdf
--------------------------------	--

Bases légales	Loi fédérale sur l'aménagement du territoire (LAT), RS 700: https://www.admin.ch/opc/fr/classified-compilation/19790171/index.html Loi sur l'aménagement du territoire et les constructions (LATC), BLV 700.11: https://prestations.vd.ch/pub/blv-publication/actes/consolide/700.11?key=1543817577013&id=94980419-1c0b-4c3e-bf5d-6d37d57902ec Règlement d'application de la loi du 4 décembre 1985 sur l'aménagement du territoire et les constructions (RLATC), BLV 700.11.1: https://prestations.vd.ch/pub/blv-publication/actes/consolide/700.11.1?key=1543817794094&id=12fdc2a6-5c95-4ad5-9433-0801702d6d2b Règlement sur l'aménagement du territoire (RLAT), BLV 700.11.2: https://prestations.vd.ch/pub/blv-publication/actes/consolide/700.11.2?key=1560408924735&id=0bf86a27-9f04-44c6-95cd-7b0c291c5356
----------------------	--

Informations et renvois supplémentaires	-
--	---

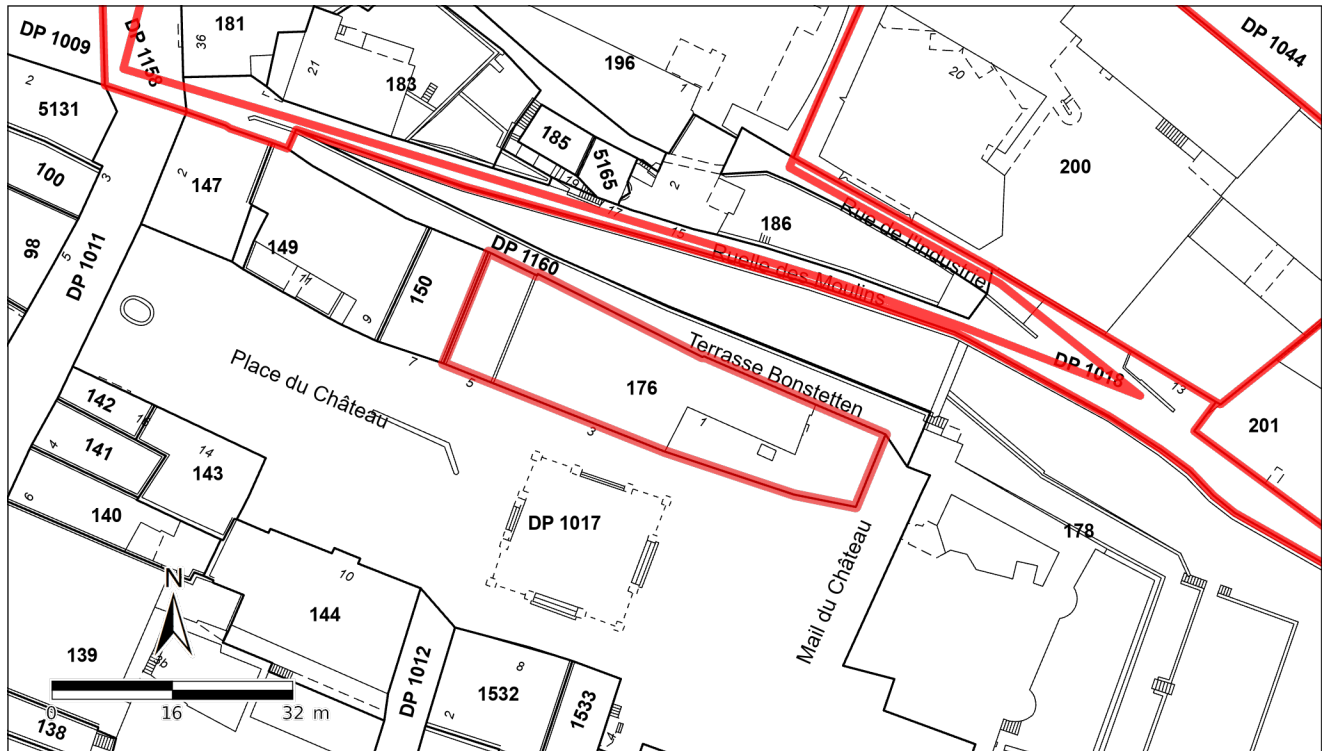
Service compétent	Direction générale du territoire et du logement (DGTL):
--------------------------	---




<https://www.vd.ch/dgtl>

Plans d'affectation (cantonaux/communaux): Périmètres des plans en vigueur

En vigueur



Type	Type Part	Part en %
 Périmètres des plans d'affectation légalisés	789 m ²	100.0%

Autre légende (visible dans le cadre du plan)

Dispositions juridiques

Règlement Plan d'affectation "De La Vieille Ville" (11.07.2022):

https://www.rdppf.vd.ch/Documents/AMENAGEMENT/5724_175355_R01.pdf

Plan d'affectation "De La Vieille Ville" (11.07.2022):

https://www.rdppf.vd.ch/Documents/AMENAGEMENT/5724_175355_P01.pdf

Bases légales

Loi fédérale sur l'aménagement du territoire (LAT), RS 700:

<https://www.admin.ch/opc/fr/classified-compilation/19790171/index.html>

Loi sur l'aménagement du territoire et les constructions (LATC), BLV 700.11:

<https://prestations.vd.ch/pub/blv-publication/actes/consolide/700.11?key=1543817577013&id=94980419-1c0b-4c3e-bf5d-6d37d57902ec>

Règlement d'application de la loi du 4 décembre 1985 sur l'aménagement du territoire et les constructions (RLATC), BLV 700.11.1:

<https://prestations.vd.ch/pub/blv-publication/actes/consolide/700.11.1?key=1543817794094&id=12fdc2a6-5c95-4ad5-9433-0801702d6d2b>

Règlement sur l'aménagement du territoire (RLAT), BLV 700.11.2:

<https://prestations.vd.ch/pub/blv-publication/actes/consolide/700.11.2?key=1560408924735&id=0bf86a27-9f04-44c6-95cd-7b0c291c5356>

Informations et renvois supplémentaires

Service compétent

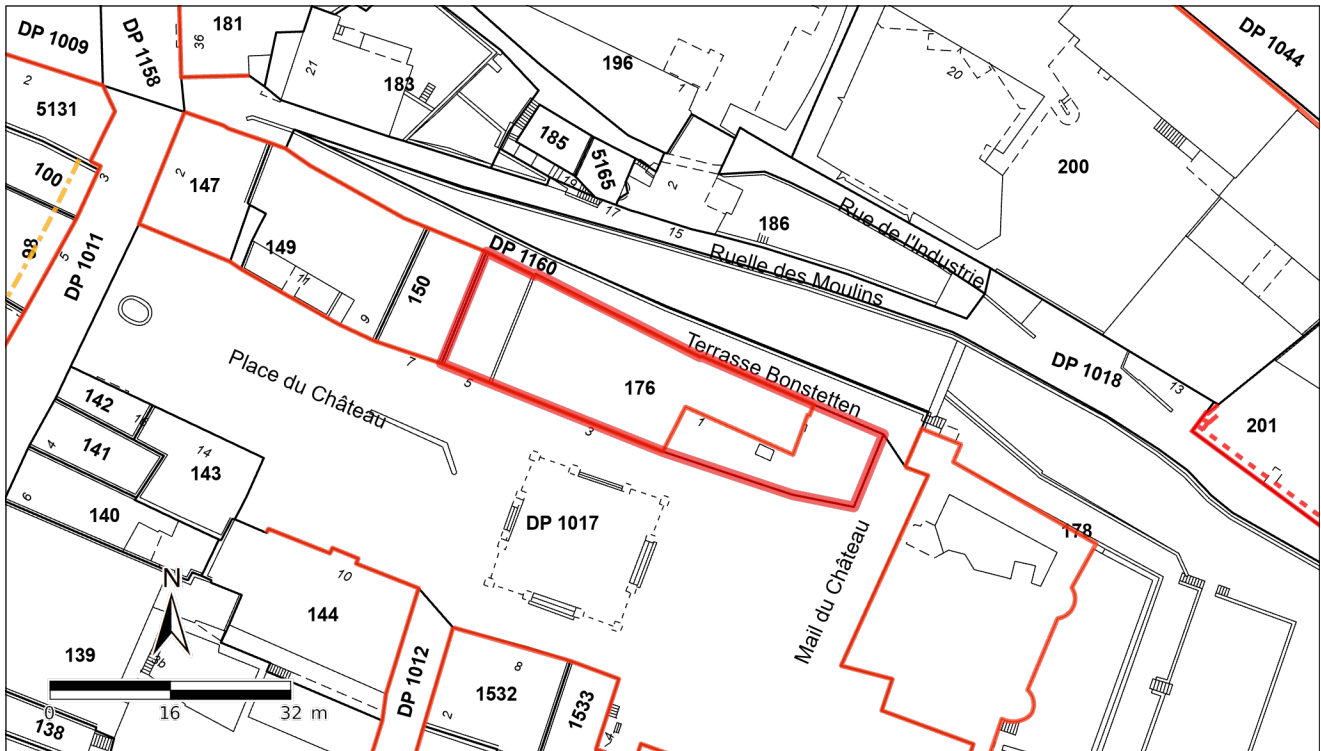
Direction générale du territoire et du logement (DGTL):



<https://www.vd.ch/dgtl>

Limites des constructions des routes communales et cantonales: Limites des constructions définies par un plan approuvé

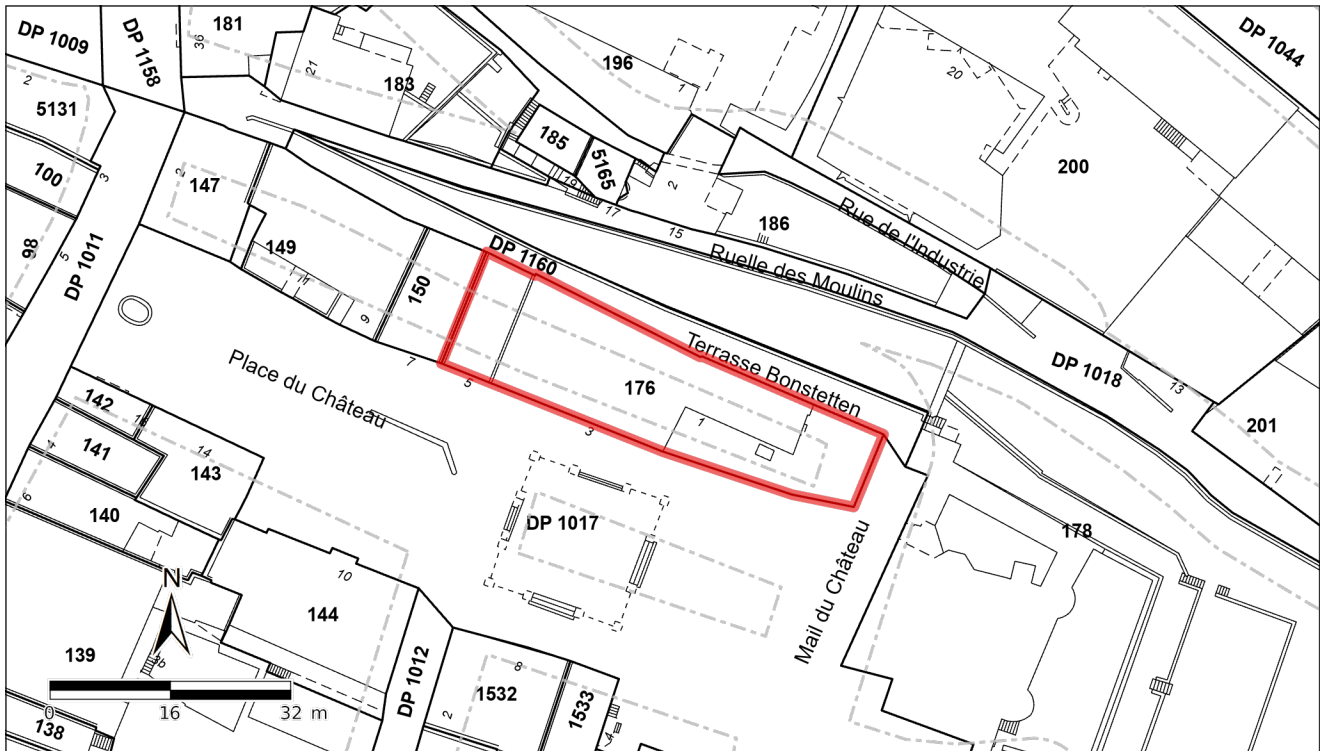
En vigueur



	Type	Type Part	Part en %
Légende des objets touchés	Limite des constructions définie par un plan approuvé	93 m	-
Autre légende (visible dans le cadre du plan)	Front d'implantation obligatoire		
	Limite des constructions secondaire		
Dispositions juridiques	Plan d'extension pl. du Château - rue du Forum - Terrasse Bomstetten (26.07.1968): https://www.rdppf.vd.ch/Documents/ROUTES/5724_19680726_a.pdf		
Bases légales	Loi sur les routes (LRou), BLV 725.01: https://prestations.vd.ch/pub/blv-publication/actes/consolide/725.01?key=1543817957165&id=59125b16-3035-4ff2-a1e5-a525cdd27a79 Règlement d'application de la loi du 10 décembre 1991 sur les routes (RLRou), BLV 725.01.1: https://prestations.vd.ch/pub/blv-publication/actes/consolide/725.01.1?key=1543818043540&id=8ed81b0c-0deb-47ec-9f9e-612f3c2e6aea		
Informations et renvois supplémentaires	-		
Service compétent	Direction générale de la mobilité et des routes (DGMR): https://www.vd.ch/dgmr		

Limites des constructions des routes communales et cantonales: Information supplémentaire selon art. 36 LRou

En vigueur



Type	Type Part	Part en %
--- Limite des constructions des routes définie par l'article 36 de la LRou (à titre indicatif)	109 m	-

Autre légende (visible dans le cadre du plan)

Dispositions juridiques

Art. 36 LRou (Loi sur les routes) (10.12.1991):

<https://prestations.vd.ch/pub/blv-publication/actes/consolide/725.01?key=1543817957165&id=59125b16-3035-4ff2-a1e5-a525cdd27a79>

Bases légales

Loi sur les routes (LRou), BLV 725.01:

<https://prestations.vd.ch/pub/blv-publication/actes/consolide/725.01?key=1543817957165&id=59125b16-3035-4ff2-a1e5-a525cdd27a79>

Règlement d'application de la loi du 10 décembre 1991 sur les routes (RLrou), BLV 725.01.1:

<https://prestations.vd.ch/pub/blv-publication/actes/consolide/725.01.1?key=1543818043540&id=8ed81b0c-0deb-47ec-9f9e-612f3c2e6aea>

Informations et renvois supplémentaires

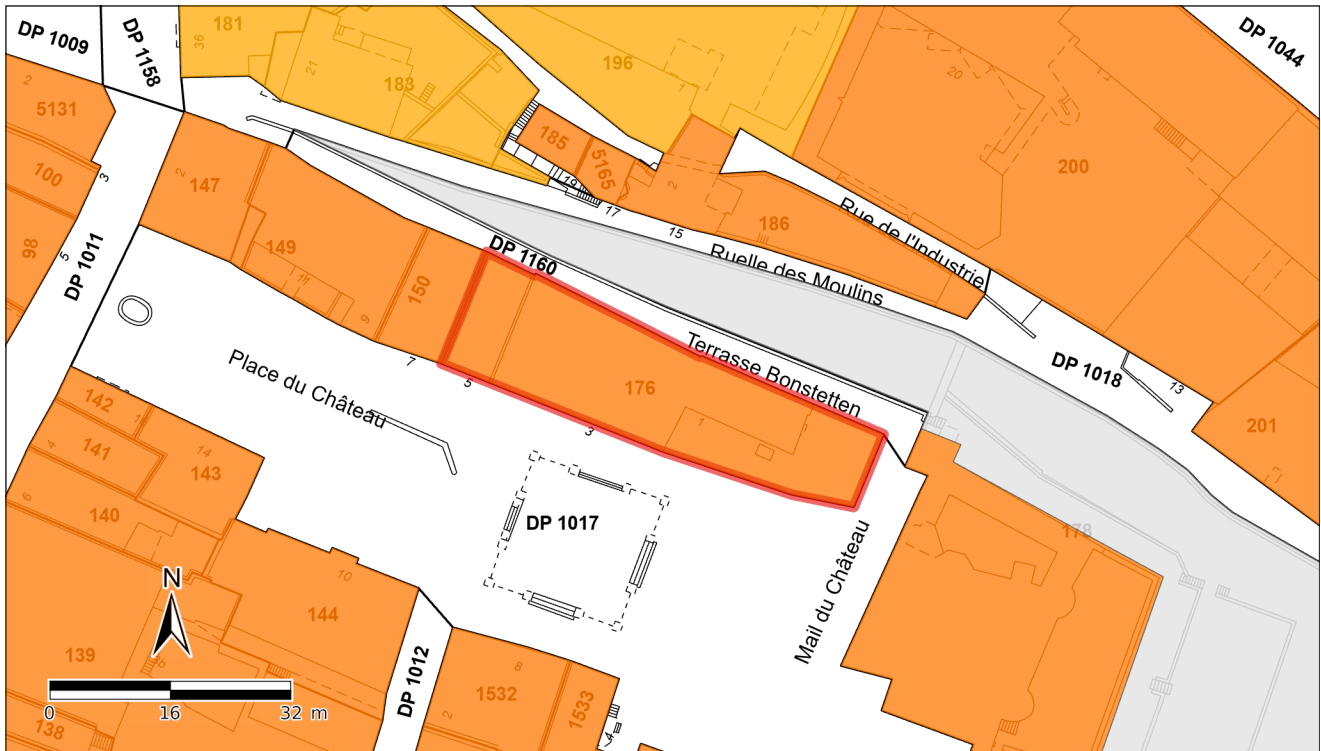
Service compétent

Direction générale de la mobilité et des routes (DGMR):

<https://www.vd.ch/dgmr>

Degré de sensibilité au bruit (dans les zones d'affectation)

En vigueur



	Type	Type Part	Part en %
Légende des objets touchés	 Degré de sensibilité III	789 m ²	100.0%
Autre légende (visible dans le cadre du plan)	 Degré de sensibilité II		
	 Valeur non renseignée		

Dispositions juridiques

Règlement Plan d'affectation "De La Vieille Ville" (11.07.2022):

https://www.rdppf.vd.ch/Documents/AMENAGEMENT/5724_175355_R01.pdf

Plan d'affectation "De La Vieille Ville" (11.07.2022):

https://www.rdppf.vd.ch/Documents/AMENAGEMENT/5724_175355_P01.pdf

Bases légales

Ordonnance sur la protection contre le bruit (OPB), RS 814.41:

<https://www.admin.ch/opc/fr/classified-compilation/19860372/index.html>

Loi sur l'aménagement du territoire et les constructions (LATC), BLV 700.11:

<https://prestations.vd.ch/pub/blv-publication/actes/consolide/700.11?key=1543817577013&id=94980419-1c0b-4c3e-bf5d-6d37d57902ec>

Règlement sur l'aménagement du territoire (RLAT), BLV 700.11.2:

<https://prestations.vd.ch/pub/blv-publication/actes/consolide/700.11.2?key=1560408924735&id=0bf86a27-9f04-44c6-95cd-7b0c291c5356>

Règlement d'application de la loi fédérale du 7 octobre 1983 sur la protection de l'environnement (RVLPE), BLV 814.01.1:

<https://prestations.vd.ch/pub/blv-publication/actes/consolide/814.01.1?key=1543818140746&id=a75e382d-a422-4d72-8c16-20d415751e62>

Informations et renvois supplémentaires

-

Service compétent

Direction générale du territoire et du logement (DGTL):



<https://www.vd.ch/dgtl>

Termes et abréviations

Alignements des installations aéroportuaires: Entre les alignements, il est interdit de procéder à des modifications des constructions existantes ou de prendre des mesures allant à l'encontre de la finalité poursuivie par les installations aéroportuaires présentes ou à venir.

Alignements des installations électriques à courant fort: Entre les alignements, il est interdit de procéder à des modifications des constructions existantes ou de prendre des mesures allant à l'encontre de la finalité poursuivie par les installations à courant fort présentes ou à venir.

Alignements des installations ferroviaires: Entre les alignements, il est interdit de procéder à des modifications des constructions existantes ou de prendre des mesures allant à l'encontre de la finalité poursuivie par les installations ferroviaires présentes ou à venir.

Alignements des routes nationales: Des alignements sont définis de part et d'autre de la route lorsque le tracé de cette dernière est définitif. Ces alignements permettent de tenir compte d'impératifs différents: ceux touchant à la sécurité du trafic et à la salubrité publique mais également ceux découlant d'un possible élargissement de la chaussée à l'avenir. Entre les alignements définis, une autorisation est indispensable pour procéder à de nouvelles constructions ou pour modifier des bâtiments existants, même si ces derniers ne sont que partiellement frappés d'alignement.

Base légale: Il s'agit de lois, d'ordonnances etc. à caractère général et abstrait (général car les personnes concernées ne sont pas connues et abstrait parce que le périmètre est défini sans plan) édictés au niveau fédéral, cantonal ou communal et qui ne constituent que des bases juridiques générales de la restriction de propriété. Les bases légales ne font pas partie du cadastre RDPPF qui contient toutefois des renvois vers les bases légales appropriées.

Cadastre des sites pollués: Le cadastre répertorie les décharges et les autres sites pollués par des déchets qui doivent être assainis lorsqu'ils sont à l'origine d'effets nocifs ou indésirables ou s'il existe un danger concret que de tels effets surviennent. L'autorité compétente détermine les sites pollués en se fondant sur l'ensemble des informations dont elle dispose (cartes, inventaires ou annonces qui lui sont faites). Elle inscrit au cadastre les sites dont la pollution est avérée ou semble très probable.

Cadastre RDPPF: Cadastre des restrictions de droit public à la propriété foncière

Clause de non-responsabilité du cadastre des sites pollués (CSP): Le cadastre des sites pollués (CSP) est établi d'après les critères émis par l'Office fédéral de l'environnement OFEV. Il est mis à jour continuellement sur la base des nouvelles connaissances (investigations). Les surfaces des sites indiqués dans le cadastre des sites pollués peuvent ne pas correspondre à la surface effectivement polluée. Cela ne signifie pas que tout terrain non inscrit au cadastre ne soit pas pollué et qu'il soit libre de tout déchet et pollution. Les zones utilisées à des fins de transports publics, militaire et aéronautique sont de la responsabilité de la Confédération.

CSP: Cadastre des sites pollués

DCG: Direction du cadastre et de la géoinformation

Degrés de sensibilité au bruit: Des degrés de sensibilité au bruit sont définis pour délimiter certaines zones: on distingue celles nécessitant une protection accrue contre le bruit, celles où l'exploitation d'aucun établissement susceptible de générer des nuisances sonores n'est permise et celles où l'exploitation d'établissements générant des nuisances moyennes à fortes est autorisée.

DGE: Direction générale de l'environnement

DGMR: Direction générale de la mobilité et des routes

DGTL: Direction générale du territoire et du logement

Disposition juridique: Norme juridique à caractère général et concret qui, formant un tout avec les géodonnées de base qui lui sont associées, décrit directement la restriction de propriété et est régie par la même procédure.

Distances par rapport à la forêt: Les constructions et les installations proches de la forêt ne sont permises que si elles ne portent atteinte ni à sa conservation, ni à son entretien, ni à son exploitation.

Effet anticipé: L'enquête publique génère un effet anticipé: à compter de son ouverture, seuls peuvent généralement être autorisés les projets de construction qui ne contreviennent pas aux nouvelles dispositions mises à l'enquête.

E-GRID: Identificateur fédéral des immeubles; Désignation composée d'un préfixe et d'un numéro qui permet l'identification univoque pour tout le pays de chaque immeuble immatriculé au registre foncier et sert à l'échange des données entre les systèmes informatiques.

Espace réservé aux eaux: Les cours d'eau ne peuvent retrouver leur état naturel que si un espace suffisant est ménagé afin qu'ils puissent remplir leurs diverses fonctions. Ces surfaces doivent rester libres de toute nouvelle installation. Les installations existantes bénéficient de la garantie de la situation acquise.

Informations générales: Le contenu du cadastre RDPPF est supposé connu. Le canton de Vaud n'engage pas sa responsabilité sur l'exactitude ou la fiabilité des documents législatifs dans leur version électronique. L'extrait a un caractère informatif et ne crée aucun droit ou

LA: Loi fédérale du 21 décembre 1948 sur l'aviation (RS 748.0)

LASP: Loi sur l'assainissement des sites pollués (RSV 814.68)

LAT: Loi fédérale du 22 juin 1979 sur l'aménagement du territoire (Loi sur l'aménagement du territoire) (RS 700)

LATC: Loi sur l'aménagement du territoire et les constructions (RSV 700.11)

LCdF: Loi fédérale du 20 décembre 1957 sur les chemins de fer (RS 742.101)

LEaux: Loi fédérale du 24 janvier 1991 sur la protection des eaux (RS 814.20)

LFo: Loi fédérale du 4 octobre 1991 sur les forêts (Loi sur les forêts) (RS 921.0)

Limites forestières statiques: Les limites forestières statiques doivent être fixées sur la base de constatations de la nature forestière faisant foi juridiquement. De nouveaux peuplements en dehors de ces limites ne sont pas considérés comme étant des forêts.

LPE: Loi fédérale du 7 octobre 1983 sur la protection de l'environnement (Loi sur la protection de l'environnement) (RS 814.01)

LPEP: Loi sur la protection des eaux contre la pollution (RSV 814.31)

LRN: Loi fédérale du 8 mars 1960 sur les routes nationales (RS 725.11)

LRou: Loi sur les routes (RSV 725.01)

LVLFo: Loi forestière (RSV 921.01)

Modifications: Il est question ici de RDPPF prévues ou de nouvelles RDPPF pouvant figurer dans le cadastre RDPPF dès l'enquête publique. Suivant la base légale sur laquelle elles se fondent, les modifications peuvent déjà déployer un effet anticipé lors de l'enquête publique.

N° OFS: Numéro officiel de la commune issu du répertoire officiel des communes; Attribué pour la toute première fois en 1986 par l'Office fédéral de la statistique avec le répertoire officiel des communes, ce numéro sert à la désignation univoque d'entités territoriales en Suisse.

OCRDP: Ordonnance du 2 septembre 2009 sur le cadastre des restrictions de droit public à la propriété foncière (RS 510.622.4)

OEaux: Ordonnance du 28 octobre 1998 sur la protection des eaux (RS 814.201)

OFo: Ordonnance du 30 novembre 1992 sur les forêts (RS 921.01)

OPB: Ordonnance du 15 décembre 1986 sur la protection contre le bruit (RS 814.41)

Organisme responsable du cadastre: L'organisme responsable du cadastre au sein du canton obtient les données à rassembler dans le cadastre RDPPF auprès des services spécialisés compétents. Il gère ces données et les met à la disposition du public via le géoportail RDPPF cantonal.

ORN: Ordonnance du 7 novembre 2007 sur les routes nationales (RS 725.111)

OSIA: Ordonnance du 23 novembre 1994 sur l'infrastructure aéronautique (RS 748.131.1)

OSites: Ordonnance du 26 août 1998 sur l'assainissement des sites pollués (Ordonnance sur les sites contaminés) (RS 814.680)

Périmètres de protection des eaux souterraines: Périmètres concentriques dont le but est de protéger l'exploitation et l'alimentation artificielle de nappes souterraines et dans lequel il est interdit de construire des bâtiments ou d'effectuer des travaux qui pourraient compromettre l'établissement futur d'installations d'exploitation ou d'alimentation des eaux souterraines.

Plan de la zone de sécurité: Plan de zone représentant la zone de sécurité et indiquant les restrictions de la propriété en surface et en hauteur.

Plans d'affectation: Détermination de l'affectation des différentes surfaces du sol (agriculture, agglomérations, forêts, etc.).

RDPPF: Restriction de droit public à la propriété foncière

Réserves forestières: Surface forestière protégée qui assure la conservation de la diversité des espèces animales et végétales.

Restriction de la propriété: Les restrictions de propriété ont toujours pour but de préserver les intérêts d'autres personnes auxquels ceux du propriétaire doivent se soumettre dans le cadre d'une relation donnée. Il s'agit soit des propriétaires d'immeubles contigus, de voisins, d'autres cercles de particuliers voire de la collectivité dans son ensemble, soit de l'Etat. Les restrictions au profit des voisins ou d'autres particuliers relèvent normalement du droit privé, celles décidées au profit de la collectivité relevant du droit public.

Restrictions de propriété dans le registre foncier: Il est possible que des restrictions de propriété fassent l'objet d'une mention au registre foncier, en plus des indications figurant sur cet extrait.

RLATC: Règlement d'application de la loi du 4 décembre 1985 sur l'aménagement du territoire et les constructions (RSV 700.11.1)

RLRou: Règlement d'application de la loi du 10 décembre 1991 sur les routes (RSV 725.01.1)

RVLPE: Règlement d'application de la loi fédérale du 7 octobre 1983 sur la protection de l'environnement (RSV 814.01.1)

Service compétent: Service de la Confédération, du canton ou de la commune dont relèvent la saisie, la mise à jour et la gestion des géodonnées de base selon la législation.

Zones de protection des eaux souterraines: Zones de protection des eaux souterraines devant garantir qu'en cas de danger imminent (p. ex. en cas d'accident impliquant des substances pouvant polluer les eaux), on dispose de suffisamment de temps et d'espace pour prendre les mesures qui s'imposent.

Zones réservées: Zone comprenant un territoire pour lequel un plan d'affectation doit être adopté ou adapté et à l'intérieur de laquelle rien ne doit être entrepris qui puisse entraver l'établissement du plan d'affectation.

Zones réservées des installations aéroportuaires: Des zones réservées peuvent être instaurées sur des portions de territoires clairement délimitées, afin de garantir la parfaite disponibilité des biens-fonds requis pour les installations aéroportuaires. Au sein de ces zones, toute modification des constructions contraire à l'affectation prévue est proscrite.

Zones réservées des installations ferroviaires: Des zones réservées peuvent être instaurées sur des portions de territoires clairement délimitées, afin de garantir la parfaite disponibilité des biens-fonds requis pour la construction future d'ouvrages et d'installations ferroviaires. Au sein de ces zones, toute modification des constructions contraire à l'affectation prévue est proscrite.

Zones réservées des lignes d'une tension nominale égale ou supérieure à 220 kV: Des zones réservées peuvent être instaurées sur des portions de territoires clairement délimitées, afin de garantir la parfaite disponibilité des biens-fonds requis pour les lignes d'une tension nominale égale ou supérieure à 220 kV. Au sein de ces zones, toute modification des constructions contraire à l'affectation prévue est proscrite.

Zones réservées des routes nationales: Des zones réservées peuvent être instaurées sur des portions de territoires clairement délimitées, afin de garantir la parfaite disponibilité des terrains requis pour la construction des routes nationales. Au sein de ces zones, toute modification des constructions contraire à l'affectation prévue est proscrite.
